

FAUT-IL SORTIR DE L'EURO ?

JACQUES SAPIR

FAUT-IL SORTIR DE L'EURO ?

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

Ouvrage publié sous la direction éditoriale de Jacques Généreux

ISBN 978-2-02-107281-5

© Éditions du Seuil, janvier 2012

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

À Béatrice

Vers la fin de l'euro ?

De la Grèce à l'Italie, en passant par l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, la zone euro est désormais en feu. Les États ne cessent d'emprunter à des taux de plus en plus élevés et les contrats d'assurance sur les dettes, qu'elles soient publiques ou privées, voient le montant de leurs primes s'envoler. L'euro aujourd'hui se meurt. Tout cela avait été prévu il y a de cela plusieurs mois¹, voire plusieurs années². Mais Cassandre ne saurait se réjouir de voir ses prévisions se réaliser. On comprend que la mort de l'euro, du fait de l'entêtement imbécile de nos dirigeants et de leur incapacité à prévoir une sortie ordonnée – ce qui serait pourtant encore possible aujourd'hui –, nous condamne très probablement à un saut dans l'inconnu.

1. Pour mémoire, citons de nombreux articles publiés par l'auteur sur le site de Marianne2 dont, en mai 2010, « Grèce: les trois mensonges des médias et des experts », http://www.marianne2.fr/Grece-les-trois-mensonges-des-medias-et-des-experts-1_a192305.html; « Europe: Jacques Sapir répond au *Nouvel Observateur* », Marianne2, décembre 2010, http://www.marianne2.fr/Europe-Jacques-Sapir-repond-au-Nouvel-Observateur_a193058.html; « L'euro peut-il survivre à la crise? », Marianne2, janvier 2011, http://www.marianne2.fr/L-euro-peut-il-survivre-a-la-crise-3-3_a201117.html; « L'euro fort nous a coûté 403 milliards d'euros. Cash! », Marianne2, janvier 2011, http://www.marianne2.fr/L-euro-fort-nous-a-coute-403-milliards-d-euros-Cash_a201330.html; et « Jacques Sapir: pourquoi la France ne doit pas copier l'Allemagne », Marianne2, février 2011, http://www.marianne2.fr/Jacques-Sapir-pourquoi-la-France-ne-doit-pas-copier-l-Allemagne-1_a202867.html.

2. J. Sapir, « La crise de l'euro: erreurs et impasses de l'europhisme », *Perspectives républicaines*, n° 2, juin 2006, p. 69-84.

L'Histoire mesurera la responsabilité de nos gouvernements qui, par idéologie, par conformisme et parfois par lâcheté, ont laissé la situation se dégrader jusqu'à l'irréparable. Elle dira aussi l'immense culpabilité de ceux qui, dans les capitales nationales comme à Bruxelles ou à Francfort, ont cherché à imposer en contrebande une Europe fédérale par le biais de la monnaie unique à des peuples qui n'en voulaient pas. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement l'euro, cette construction boîteuse et contrefaite, qui agonise. C'est aussi une certaine conception de l'Europe.

La victoire provisoire des « cabris », de ceux qui pour reprendre la phrase célèbre du général de Gaulle s'en vont criant « l'Europe! l'Europe! » en sautant sur des chaises, se paye aujourd'hui au prix fort. Si nous ne voulons pas en revenir à une Europe du conflit « de tous contre tous », il nous faudra réapprendre les principes de la coordination entre nations souveraines, qui sont les berceaux de la démocratie, sur les ruines d'une coopération que l'on a voulu construire sur le mépris de l'opinion des électeurs. La crise actuelle solde à la fois les erreurs d'une financiarisation à outrance voulue à la fois par la droite et la gauche parlementaires¹, et la faute politique que furent le traité de Lisbonne et le déni de démocratie qui suivit le référendum sur le projet de traité constitutionnel en 2005.

En effet, à peine nos gouvernants ont-ils le sentiment d'avoir apporté un remède, ne serait-ce que temporaire, à l'un des pays que la crise se précise sur un autre. Les banques européennes sont ainsi dans l'œil du cyclone et elles ont subi de lourdes pertes quant à leur capitalisation depuis le début du mois d'août 2011. L'incertitude quant à leur solvabilité ne cesse de monter. Elle est à la mesure de l'erreur, et c'est un euphémisme, qui fut commise au début du printemps 2011 quand les « tests de résistance » (ou *stress tests*)

1. Ce que *Le Nouvel Observateur* fait mine de découvrir aujourd'hui en citant le rapport du professeur Rawi Abdelal datant de 2005. Voir P. Fauconnier, « La gauche française, pionnière de la dérégulation financière? », *Le Nouvel Observateur*, 16 septembre 2011, <http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/economie/20110916.OBS0537/la-gauche-francaise-pionniere-de-la-deregulation-financiere.html>.

réalisés à l'époque ont omis dans leurs hypothèses d'intégrer un possible défaut d'un pays de la zone euro. Nous payons cher cette erreur¹ ! Il est probable que celle-ci rende inévitable une nationalisation temporaire, partielle ou totale, de nos systèmes bancaires.

Après la Grèce, désormais condamnée au défaut et à une dévaluation², et saignée à blanc par une répétition insensée de plans d'austérité qui fut dénoncée par l'économiste en chef de Natixis³, ce sont l'Italie et l'Espagne qui donnent des signes de faiblesse⁴. En Italie, en dépit de la multiplication de plans d'austérité, la dette n'en finit pas d'augmenter tandis qu'inexorablement monte le flot du chômage en Espagne. Le Portugal s'enfonce quant à lui dans une crise sans issue⁵ et la France elle-même est mise en cause.

Les sceptiques les plus endurcis doivent donc l'admettre dans les tréfonds de leur cœur. Au-delà de la crise de chaque pays, qui s'explique par des raisons à chaque fois spécifiques, au-delà de la crise de gouvernance de la zone euro, certes prévisible mais qu'exaspère une opposition entre l'Allemagne et la France, c'est bien la monnaie unique, l'euro lui-même, qui est en crise.

Cette crise était en fait prévisible depuis de nombreuses années, car les défauts structurels de la zone euro étaient notoires et bien connus des économistes, y compris de partisans de l'euro⁶.

1. Ou plus précisément l'aveuglement idéologique de nos dirigeants qui refusaient en ce printemps 2011 d'admettre la possibilité d'un défaut.

2. P. Artus, « Faut-il sortir la Grèce de la zone euro ? », *Flash économie. Recherche économique*, n° 696, Natixis, 15 septembre 2011. Il n'y a pas de sens pour la Grèce en effet de faire défaut sur sa dette et de rester dans la zone euro. Si elle veut retrouver le chemin de la croissance, elle doit dévaluer et pour cela sortir de la zone euro.

3. P. Artus, « Que faire pour aider la Grèce ? », *Flash économie. Recherche économique*, n° 531, Natixis, 7 juillet 2011.

4. P. Artus, « L'Italie et l'Espagne subissent-elles une crise de solvabilité ou une crise de liquidité ? », *Flash économie. Recherche économique*, n° 695, Natixis, 15 septembre 2011.

5. P. Leao et A. Palacio-Vera, « Can Portugal Escape Stagnation without Opting Out from the Eurozone ? », *Working Paper n° 664*, Annandale-on-Hudson (N. Y.), Levy Economics Institute of Bard College, mars 2011.

6. Comme en témoigne M. Aglietta, « Espoirs et inquiétudes de l'euro », in M. Drach (dir.), *L'Argent. Croissance, mesure, spéculation*, Paris, La Découverte, 2004.

Les déséquilibres induits par la monnaie unique faisaient leur chemin au sein des économies de pays de la zone euro. Si la crise de 2007-2008 a donné une impulsion décisive à la crise de l'euro, il convient de dire que cette dernière n'attendait qu'un grand désordre de l'économie mondiale pour se révéler.

Cette crise est devenue une réalité à l'été 2009 quand l'accumulation des dettes a atteint un seuil critique en Grèce, en Irlande et au Portugal. À l'été 2011, elle a pris un tour dramatique qui prouve que le processus va empirant. On peut d'ailleurs constater la montée d'une *fatigue de l'euro*, qui est perceptible, que ce soit dans les opinions publiques, où désormais nous avons une majorité de personnes se prononçant contre une aide supplémentaire à la Grèce¹, ou au sein des gouvernements où le découplage désormais se fait jour.

Cette crise se combine aussi aux inquiétudes que suscite la situation aux États-Unis. La perte par ce dernier pays de sa note AAA prouve qu'il n'est pas sorti de la crise dite des *subprimes*². De plus, les perspectives de croissance y sont très faibles. Premier pays frappé par la crise de 2007, il n'a pas retrouvé une dynamique de développement saine et s'enfonce lentement dans une double crise d'endettement tant de l'État fédéral que des ménages. Les réactions des pays émergents, menés par la Russie et la Chine³, face à la politique monétaire menée par Washington sont de plus en plus vigoureuses.

1. *Le Figaro* comme *Le Nouvel Observateur* publiaient sur leurs sites internet le 17 septembre 2011, les résultats d'un sondage donnant 68 % des Français opposés à la poursuite de l'aide à la Grèce. En Allemagne, ce ne sont pas moins de 75 % des personnes interrogées qui ont manifesté une semblable opposition.

2. L. Randall Wray, « Lessons We Should Have Learned from the Global Financial Crisis but Didn't », *Working Paper n° 681*, Annandale-on-Hudson (N. Y.), Levy Economics Institute of Bard College, août 2011.

3. A. Chechel, S. Rose et J. Jordan, « Putin Denounces American Parasite While Russia Increases Treasuries 1,600 % », Bloomberg, 19 août 2011, <http://www.bloomberg.com/news/print/2011-08-18/putin-slams-u-s-parasite-after-1-600-jump-in-russia-holdings.html>; Z. Lifei, « China Joins Russia in Blasting U.S. Borrowing », Bloomberg, 3 août 2011, <http://www.bloomberg.com/news/print/2011-08-03/china-s-zhou-to-monitor-u-s-debt-as-xinhua-sees-bomb-yet-to-be-defused.html>.

La concomitance de ces crises contribue cependant à en obscurcir le sens. Elle masque en particulier ce que la crise dans la zone euro a de spécifique et les effets de la monnaie unique qui l'aggravent. Mais elle nous rappelle que, dans un monde de finance globalisée, des liens étroits unissent les différents problèmes. Que l'euro vienne à disparaître et c'est le dollar qui se trouvera en première ligne face à la spéculation internationale qui se déchaînera alors. Gageons qu'il ne tardera guère à sombrer.

Nombreux sont ceux qui pensent que la crise de l'euro réjouit les dirigeants américains. Ils se trompent lourdement. Un euro affaibli politiquement mais présent, concentrant pour plusieurs années encore l'attention des spéculateurs internationaux et freinant le développement des économies européennes, est bien la meilleure des situations pour les dirigeants de Washington. C'est bien pourquoi ces derniers multiplient les initiatives pour forcer la main des pays européens et pour que soit mis en place un nouveau plan de sauvetage de la Grèce.

Ainsi, pour des raisons aussi diverses qu'il y a de pays concernés, des deux côtés de l'Atlantique les dirigeants affirment-ils leur volonté de défendre l'euro.

Mais les faits sont têtus !

Et quand on les méprise, ils se vengent.

Les argumentations controuvées des uns et des autres, les plaidoyers *pro domo* de politiciens aux abois, les arguties dans un jargon pseudo-technique dans lesquelles se complaisent les bureaucrates de Bruxelles n'y changeront rien. La monnaie unique européenne, qui fut à son origine source de tant d'espoirs, n'a tenu aucune de ses promesses. Elle meurt aujourd'hui de l'échec du projet politique qui lui avait donné naissance, le « fédéralisme furtif », et de la divergence des dynamiques économiques des pays membres, divergence exacerbée par la politique de l'Allemagne.

Ce qui est infiniment plus grave que la mort de l'euro dans sa forme actuelle, c'est que le principe même de coordination monétaire risque de mourir avec lui. Et la question est aujourd'hui

posée : peut-on sauver ce principe de coordination, avec ce qu'il implique de flexibilité pour chaque pays et de coopération entre pays, du désastre qui attend l'euro ?

Le tabou de l'euro

Mais peut-on débattre de l'euro en France ?

À voir la violence des réactions que toute tentative a suscitée jusqu'à ces dernières semaines, à lire les accusations multiples qu'un tel projet provoque, on est en droit d'en douter. Pourtant, un débat aujourd'hui s'impose. Longtemps niée par nos gouvernants mais aussi par une large part de l'opposition (et en particulier le Parti socialiste français), la crise de l'euro s'impose cependant, constituant pour l'instant un horizon indépassable. Sa réalité est d'ailleurs reconnue à l'étranger ; même le journal allemand *Spiegel* lui a consacré un long dossier¹. Il y a donc bien une particularité franco-française à ce débat ou, plutôt, à son refus qui ne cède qu'aujourd'hui sous les coups de boutoir de la réalité.

Il y a bien un tabou de l'euro, qui dans notre pays traverse le spectre politique et va de la droite à la gauche, voire à une partie de l'extrême gauche. Les racines en sont multiples. La monnaie unique a perdu sa dimension d'instrument, que l'on doit juger à ses effets, pour devenir un véritable fétiche, au sens religieux du terme. L'euro, c'est la religion de ce nouveau siècle, avec ses faux prophètes aux prophéties sans cesse démenties, avec ses grands prêtres toujours prêts à fulminer une excommunication faute de pouvoir en venir aux bûchers, avec ses sectateurs hystériques. En France, qu'un dirigeant de la majorité ou du Parti socialiste parle sur ce sujet et sa phrase commence immanquablement par un verset sur les « bienfaits » de l'euro (mais sans

1. Consultable en allemand sur le site internet du *Spiegel*, http://www.spiegel.de/thema/euro_krise_2010/.

jamais préciser, et pour cause, lesquels) ou sur la « nécessité » de défendre la monnaie unique.

Mais jamais au grand jamais n'entendons-nous un bilan honnête de ce que l'euro nous a apporté. Aujourd'hui, l'euro est devenu le symbole du crépuscule de la raison politique et économique, une hypothèse saturante qui justifie le silence sur l'ensemble des autres problèmes.

La violence des réactions et l'outrance des amalgames qui parsèment la presse française traduisent pourtant le fait qu'en dépit d'un effet d'étouffoir médiatique sans précédent qui jusqu'à maintenant continue de sévir on commence bien à parler de la crise de l'euro. D'ailleurs, même Élie Cohen l'a reconnue et c'est tout dire!

Cette crise a d'ailleurs suscité de nombreux ouvrages d'hommes politiques comme d'économistes ou de dirigeants d'association¹. Ces textes présentent chacun différents aspects de la question ; ils l'abordent aussi à partir de points de vue différents.

Dans ces conditions, pourquoi ce livre ?

Les ouvrages publiés à ce jour ont dénoncé l'euro, et souvent avec de bons arguments. Ce livre a un autre projet. Il veut tenter d'analyser l'euro et d'amorcer, contre le tabou et les argumentaires religieux, un retour à la raison. Il se propose aussi d'examiner la crise actuelle, de mettre en évidence tant ses origines que la conjonction de politiques particulières qui l'ont rendue inévitable. Il entend montrer au lecteur comment nous en sommes arrivés là, à partir des espoirs – pour certains réels et pour d'autres imaginaires – qui avaient été mis en l'euro à l'origine.

1. A. Cotta, *Sortir de l'euro ou mourir à petit feu*, Paris, Plon, 2010 ; N. Dupont-Aignan, *L'Euro, les banquiers et la mondialisation. L'arnaque du siècle*, Monaco, éditions du Rocher, 2011 ; C. Saint-Étienne, *La Fin de l'Euro*, Paris, Bourrin, 2011 ; J.-J. Rosa, *L'euro : comment s'en débarrasser ?*, Paris, Grasset, 2011 ; J. Nikonoff, *Sortons de l'euro*, Paris, Mille et une Nuits, 2011. On y ajoutera des livres qui comprennent d'assez larges développements sur la monnaie unique : J.-P. Chevènement, *La France est-elle finie ?*, Paris, Fayard, 2011 ; M.-F. Garaud, *Impostures politiques*, Paris, Fayard, 2010.

La crise de l'euro résulte de trois crises avec leurs propres rythmes qui aujourd'hui se combinent. Cette conjonction produit désormais une situation intenable. Elle laisse percevoir la catastrophe finale.

Les trois crises

La crise de l'euro ne se limite pas à la crise des dettes souveraines en Europe, même si elle l'englobe. Par crise de l'euro, il faut entendre en fait trois crises qui se conjuguent et sont désormais intimement liées.

Il y a tout d'abord l'étranglement de certaines économies d'Europe par le montant des dettes tant publiques que privées. La monnaie unique est un vecteur de cette montée de la dette, car elle impose aux pays de se financer sur les marchés financiers. Les institutions de la monnaie unique, du traité de Maastricht au traité de Lisbonne, interdisent en effet aux États soit de recourir à des avances de leurs banques centrales aux trésors publics, soit d'imposer aux banques l'achat de titres de dette en proportion de leur actif¹. Les marchés financiers deviennent alors la seule source de financement possible. Dès lors, ils sanctionnent lourdement tant le montant des dettes que les faibles perspectives de croissance. Mais le rôle de la monnaie unique dans cette montée des dettes dans certains pays ne se limite pas à cette dimension institutionnelle. La monnaie unique impose aussi un taux de change unique vis-à-vis des autres monnaies pour tous les pays appartenant à la zone euro. Ce taux engendre une dégradation inexorable de la compétitivité pour de nombreux pays, les conduisant

1. En France, ceci fut interdit par une loi votée en 1973. Mais ce qu'une loi a fait, une autre peut le défaire. Il faut rappeler ici que les avances au Trésor public ou les « planchers obligatoires de la dette publique » dans les bilans des banques avaient été largement pratiqués après-guerre et avaient fourni au pays le financement à faible coût qui lui avait permis de se reconstruire et de se développer.

soit à accepter une activité économique réduite, soit à soutenir cette dernière. Et pour cela, bien entendu, ces pays doivent procéder à un déficit budgétaire plus ou moins important, ce qui les conduit à aggraver leur endettement.

Ceci a concerné la Grèce, mais aussi le Portugal, l'Irlande, l'Italie et la France. La crise de la dette des États a concentré l'attention depuis la fin du printemps 2010, en particulier dans le cas de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal. Cette crise a mis en évidence l'incapacité des autorités politiques à réagir à temps et de manière efficace. C'est ce que l'on appelle la *crise de la gouvernance* de la zone euro. Les autorités, qu'il s'agisse des gouvernements ou de la Banque centrale européenne (BCE), se sont montrées incapables de gérer des situations de crise pourtant aisément prévisibles. Elles se sont révélées dépassées tant par les événements que par une spéculation qu'elles n'ont nullement cherché à décourager autrement qu'en paroles.

Vient ensuite une seconde crise qui est quant à elle structurelle. Elle résulte des effets de la monnaie unique sur la dynamique de croissance. Depuis l'introduction de l'euro, euro d'abord scriptural puis à partir de 2002 euro fiduciaire, la croissance des pays de la zone euro a été régulièrement inférieure à celle des autres pays développés. La zone euro est même en retard par rapport aux pays d'Europe qui n'en font pas partie, comme la Suède, la Suisse et la Norvège. Cela est dû aux taux d'intérêt imposés par la BCE mais aussi à la surévaluation générale de l'euro que nous connaissons depuis 2002. Ici encore, certaines économies ont plus été touchées que d'autres, et c'est le cas au premier chef de l'Italie, mais aussi de l'Espagne, du Portugal et, dans une mesure non négligeable, de la France. Cependant, même dans le cas de l'Allemagne, dont on donne en exemple la « rigueur » et le montant des excédents commerciaux, on constate que la croissance a été particulièrement faible depuis l'introduction de l'euro. Si le chômage n'a pas explosé dans ce pays, c'est du fait de la dynamique démographique qu'il connaît.

Or la question de la croissance et du chômage occupe une place centrale dans un contexte économique marqué par la crise économique et financière de 2007-2008, tout particulièrement pour un pays qui, comme la France, a une dynamique démographique favorable. En fait, on peut montrer que ce problème revient à celui de l'hétérogénéité initiale des économies que les institutions mises en place par le traité de Maastricht ne permettaient pas de traiter en profondeur. Dès lors, loin de produire une quelconque convergence, la zone euro a organisé une divergence massive des économies et de la structure de leurs appareils productifs. C'est aussi le refus de voir ce problème que nous payons aujourd'hui.

La troisième crise est celle des institutions qui encadrent la monnaie unique. On affecte aujourd'hui de découvrir que l'on a créé une monnaie sans règles pour unifier au préalable les politiques budgétaires des États qui sont membres de la zone, les politiques économiques et, plus généralement, les réglementations bancaires. En un mot, que la monnaie commune implique un État fédéral. D'après les discours que l'on entend actuellement, c'est à un manque de *gouvernance* que l'on doit cette crise. Mais, en réalité, les conditions de la constitution de cette gouvernance globale à l'échelle européenne n'existaient et n'existent pas. Il n'était pas possible de réaliser une telle unification des politiques sans établir de puissants mécanismes de transferts entre celles-ci. Or ceci fut refusé par les dirigeants politiques et prohibé dans les différents traités dont l'Europe se dota. On découvre ici que l'on ne passe pas impunément un coup de rabot fédéraliste sur cinq siècles d'Histoire ! Cette question de la gouvernance illustre bien comment les dirigeants des différents pays ont été victimes de l'idéologie européiste et du mythe des « États-Unis d'Europe ».

Ces trois crises aujourd'hui se télescopent et rendent insoluble la crise immédiate qui se manifeste en Grèce, au Portugal, en Irlande et bientôt en Espagne et en Italie. En réalité, si ces pays se sont endettés, et si on les a laissés faire, c'est en raison des deux autres crises. La crise est donc globale et générale, ce qui rend sa

solution au mieux extrêmement coûteuse et dans les faits probablement impossible.

L'existence de ces trois crises était connue depuis longtemps et leurs effets manifestes depuis l'été 2009. Mais il a fallu que la crise grecque prenne un tour réellement dramatique, que non seulement les Grecs mais aussi les Espagnols et les Portugais descendent dans la rue en masse pour que l'on commence à débattre d'une crise de l'euro. Il ne fait aucun doute désormais que l'euro, par le biais des plans d'austérité qu'il nécessite, est un facteur général de régression sociale pour tous les pays concernés. Le risque est donc qu'aujourd'hui l'euro, dans sa forme actuelle, rende l'Europe odieuse et discrédite durablement le principe d'une coordination monétaire.

Les interdits de la crise de l'euro

L'euro, on l'a dit, est le dernier tabou d'une partie de la classe politique de droite comme de gauche. À quoi donc peut-on attribuer ce phénomène et pourquoi une telle cécité en France ?

La monnaie unique concentre en elle des projets économiques, des projets politiques mais aussi des projets ou, plus exactement, des représentations symboliques. Ce sont ces interrelations qui ont rendu le débat à la fois nécessaire et, si ce n'est impossible, à tout le moins extrêmement difficile. Ceci explique aussi la violence des réactions dès que l'on touche au principe de la monnaie unique.

Il y a, bien entendu, d'autres raisons qui sont moins avouables et moins présentables. Nombreux sont ceux qui ont chanté sur tous les tons les louanges de la monnaie unique, parfois avec des arguments qui étaient parfaitement recevables, mais parfois aussi avec des arguments qui relèvent plus de ce que l'on appelle la « littérature (ou l'argumentation) à l'estomac ». L'engagement en faveur de la monnaie unique était tel que tout débat signifiait une remise en cause et toute remise en cause une perte de

légitimité pour nos dirigeants ainsi que pour leurs conseillers et autres économistes à gages. Or tous ces gens sont très attachés à cette légitimité, qu'elle soit politique ou médiatique!

Dans le refus de discuter sur la place publique de la crise de l'euro, il faut aussi voir la peur panique de perdre des positions sociales et des privilèges. Que deviendraient en effet tous ces professionnels de l'*euro business* s'ils devaient admettre qu'ils se sont trompés?

De très mauvaises raisons expliquent aussi la violence des réactions.

Le fait que le Front national se soit lancé dans la contestation de l'euro a été invoqué pour tenter de discréditer le débat sur l'euro. Parler contre l'euro équivaudrait à reprendre la totalité des thèses du Front national. Mais ceci est un bien faible argument, et Frédéric Lordon a récemment fait litière de telles allégations¹.

Étant un des auteurs régulièrement cités par le Front national, je voudrais à mon tour revenir sur cette question. Tout d'abord, un auteur n'est en rien responsable de ses lecteurs. Le fait de publier un texte, sur papier ou sur internet, revient à abandonner tout contrôle sur comment et par qui il peut être lu. Seuls comptent les opinions, les idées et les concepts qui ont été exprimés dans ce texte, et je ne récusé ni ne renie aucun de ceux que j'ai pu rendre publics depuis que je m'exprime sur la question. J'avoue de plus qu'à tout prendre je préfère que les militants du Front national lisent du Gréau, du Lordon ou du Sapir plutôt que du Drumont ou du Gobineau.

Ensuite, la méthode utilisée par nos contradicteurs soulève un problème de fond. On ne saurait prétendre qu'une idée, une notion ou un concept soit discrédité parce que certains, dont on ne partage pas les idées politiques, s'en réclament aussi. Par temps de pluie, devrions-nous prétendre contre toute évidence que le

1. F. Lordon, « Qui a peur de la démondialisation? », blog « La pompe à phynance », 13 juin 2011, <http://blog.mondediplo.net/2011-06-13-Qui-a-peur-de-la-dmondialisation>.

soleil brille uniquement parce que tel ou tel, dont on ne partage pas les idées, a dit qu'il pleuvait ? Il faut rappeler ici qu'idées, notions et concepts ne sont pas brevetables. Ils appartiennent à tous et donc à personne.

La méthode de nos contradicteurs révèle ici l'extraordinaire faiblesse de leurs positions.

Comprendre l'euro pour mieux appréhender les enjeux de sa crise

Les interrelations entre l'économique, le politique et le symbolique constituent ainsi l'objet central de ce livre. Il entend déconstruire au préalable ces interrelations, séparer l'économique du politique, le politique du symbolique. Il entend aussi tirer les conclusions qui découlent de cette déconstruction et de ce que l'on a appelé un « retour à la raison ». Les miennes ont évolué avec la crise et devant l'incapacité congénitale des gouvernants et des institutions de la zone euro à réagir et à anticiper.

Ma position initiale était de défendre le principe d'une monnaie commune et non unique. J'appelais dans mon livre puis mon article de 2006¹ au passage de la seconde vers la première parce que j'anticipais les problèmes qui surgiraient au premier choc d'importance que connaîtrait la zone euro. Le débat fut enterré avant même que de commencer.

La crise cependant accélère le rythme des décisions. On connaît la formule : « Le temps nous mord la nuque. » Chaque opportunité aujourd'hui perdue restreint dramatiquement le choix des futurs qui restent encore possibles. Les solutions raisonnablement envisageables à l'été 2009, avant que n'éclate de manière ouverte la crise grecque, sont devenues de plus en plus irréalistes, voire

1. J. Sapir, *La Fin de l'euro-libéralisme*, Paris, Seuil, 2006, chap. 3 ; *idem*, « La crise de l'euro : erreurs et impasses de l'Européisme », art. cit.

caduques. L'accélération de la dynamique de la crise imposera des ruptures radicales. Cette dernière est aussi le produit, et il faut s'en souvenir, de l'inaction et de la pusillanimité des femmes et des hommes qui composent la classe politique en Europe. L'Histoire retiendra que l'euro sans doute est mort de la main de ceux-là mêmes qui prétendaient le défendre.

Faut-il alors sortir de l'euro ?

Nous devons admettre une fois pour toutes que la question est posée. J'entends montrer dans ce livre que la réponse à cette question dépendra des actions mais aussi des inactions de nos dirigeants. Des solutions moins radicales sont encore possibles, mais elles impliquent toutes de profondes évolutions tant des institutions de la zone euro que de l'euro lui-même.

Cependant, nous ne devons pas refuser par principe l'idée d'une sortie de l'euro. Tout montre d'ailleurs qu'elle n'engendrera pas les catastrophes que nous promettent les faux prophètes de tous poils et de tous bords qui n'ont plus que la peur à la bouche et le mensonge dans le cœur pour tenter de sauver la monnaie unique¹.

1. Comme ce premier ministre polonais, dont on taira le nom par charité, qui est allé jusqu'à dire que la fin de l'euro pouvait signifier le retour des guerres en Europe...

RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL
IMPRESSION : S.N. FIRMIN-DIDOT AU MESNIL-SUR-L'ESTRÉE
DÉPÔT LÉGAL : JANVIER 2012. N° 106282 (00000)
IMPRIMÉ EN FRANCE

